



COMMISSION WALLONNE POUR L'ENERGIE

ACTE PREPARATOIRE

CD-15h26-CWaPE

relatif à

'la méthodologie tarifaire transitoire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel actifs en Wallonie pour l'année 2017'

rendue en application de l'article 43, § 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Le 26 août 2015

Contexte

Faisant suite au transfert de la compétence relative au contrôle des tarifs de la distribution publique du gaz naturel et de l'électricité de l'Etat fédéral vers les entités fédérées, le Gouvernement wallon est amené à édicter le cadre législatif en matière tarifaire. Si certaines dispositions décrétales ont été adoptées au travers du décret du 11 avril 2014 portant modification du décret du 12 avril 2011 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, celles-ci ne concernaient que la période transitoire 2015-2016. Il apparaît qu'un travail législatif doit encore être mené par le Gouvernement wallon afin de définir un cadre réglementaire propre à la compétence tarifaire régionale et ce, pour les années postérieures à l'année 2016.

Sous réserve de l'adoption du décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité, la Commission wallonne pour l'Energie envisage de traiter l'année 2017 comme une année complémentaire à la période dite « transitoire » se rapportant aux années 2015 et 2016.

Concernant l'établissement des tarifs de distribution d'électricité et de gaz naturel applicables pour l'année 2017, la CWaPE souhaite dès lors s'inscrire dans la continuité de la méthodologie tarifaire établie pour la période régulatoire transitoire 2015-2016.

La CWaPE a la volonté d'entamer dès le second semestre 2015, les travaux préparatoires en vue de mettre en place les conditions idéales pour faciliter l'adoption des principes tarifaires applicables pour l'année 2017.

Abstract

Au travers de cet acte préparatoire, la CWaPE a la volonté de détailler les grands principes qui seront d'application pour l'établissement des tarifs des gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel actifs en Région wallonne pour l'année 2017.

Ces grands principes s'inscrivent dans la continuité de la méthodologie tarifaire définie pour les années 2015 et 2016.

La **première modification** porte sur la durée de la période régulatoire, à savoir **un an** à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017. Les années 2015 et 2016 formant la première période régulatoire dite « transitoire » instaurée par la CWaPE, l'année 2017 sera considérée comme une année transitoire complémentaire.

Pour ce faire, les termes « période régulatoire 2015-2016 », « année 2015 » et « année 2016 » renseignés dans la méthodologie tarifaire 2015-2016 seront adaptés pour faire référence à l'année 2017.

La **seconde modification** repose sur le principe de révision **des enveloppes budgétaires** des gestionnaires de réseau de distribution. La CWaPE propose d'indexer l'enveloppe budgétaire 2016 telle qu'approuvée par la CWaPE, sur la base de l'inflation prévisionnelle 2017 publiée en mai 2016 par le Bureau Fédéral du Plan. Cette indexation se rapporte aux coûts gérables nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau. Les coûts non gérables seront quant à eux budgétés sur la base des coûts supportés par les gestionnaires de réseau dans l'exécution de leurs activités régulées.

La **troisième modification** se rapporte **au plafond Atrias** dont le montant maximal en euro par code EAN actif est supprimé. Pour les années 2015 et 2016, la CWaPE avait autorisé le relèvement du plafond des coûts gérables afin de tenir compte des dépenses supplémentaires liées aux coûts de développement de la nouvelle clearing house d'Atrias. Ces coûts de développement supplémentaires devaient être limités dans le temps et faisaient l'objet d'une approche « use it or lose it », c'est-à-dire que les montants non-dépensés devaient être restitués via les prochains tarifs de distribution. Vu le retard accumulé dans le développement de la nouvelle Clearing House, la CWaPE suggère que les montants Atrias non-dépensés durant les années 2015 et 2016 soient reportés à l'année 2017. A l'issue de l'année 2017, le calcul du delta entre les montants réellement dépensés durant les années 2015, 2016 et 2017 et les budgets complémentaires alloués aux années 2015 et 2016 sera réalisé. La **quatrième modification** est relative au calcul et à l'affectation des **soldes régulatoires**. Ainsi, le solde se rapportant à l'année 2015 sera ajouté au revenu total que le gestionnaire de réseau de distribution budgètera pour l'année 2017. La période régulatoire au cours de laquelle sera répercutée les soldes des années 2016 et 2017 sera quant à elle déterminée dans la méthodologie tarifaire 2018-2022. En vue d'éviter un report de récupération des soldes en fin de période régulatoire, la CWaPE envisage d'implémenter dès 2018 un processus de récupération des soldes en cours de période régulatoire.

La **cinquième modification** concerne l'**acompte régulatoire** que le gestionnaire de réseau de distribution est autorisé à ajouter au revenu total budgété. Le montant de cet acompte pour l'année 2017 sera calculé en tenant compte des soldes régulatoires cumulés des années 2008 à 2014.

En ce qui concerne **la procédure de soumission et d'approbation des tarifs**, les différentes étapes décrites au chapitre V de la méthodologie tarifaire 2015-2016 restent d'application pour l'année 2017. Les modifications apportées au texte se rapportent uniquement aux **dates d'échéance** qui ont été adaptées pour tenir compte des jours ouvrables du quatrième trimestre 2016 et du premier

trimestre 2017. Ces dates d'échéance ont été communiquées aux gestionnaires de réseau de distribution en date du 18 juin 2015 par courrier recommandé.

Finalement, la CWaPE envisage **une prolongation en 2017 des tarifs non périodiques dûment approuvés pour 2016**. Toutefois, sans déroger au calendrier de soumission et d'approbation des tarifs, la CWaPE pourrait demander aux gestionnaires de réseau de distribution de revoir certains de leurs tarifs de raccordement qui ne s'avèreraient pas, après analyse de la situation du gestionnaire de réseau de distribution, être économiquement justifiés.

En conclusion, cette approche pour 2017 a l'avantage de permettre aux GRD d'assurer la continuité de leurs activités, en ligne avec ce qu'ils avaient budgété pour les deux années précédentes, et donc par là aussi d'assurer une stabilité de leurs tarifs, de leurs revenus, et d'y intégrer une partie des soldes régulateurs du passé.

Articles portant modification des dispositions visées par la méthodologie tarifaire gaz pour la période régulatoire transitoire 2015-2016

CHAPITRE I portant sur le chapitre II de la méthodologie tarifaire 2015-2016 relatif au revenu total et la marge équitable

[Article 1^{er}](#). A l'article 2, § 1^{er}, 7° de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les termes « *au cours de la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *pour l'année 2017* ».

[Art.2](#). A l'article 3 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, une note en bas de page est insérée : « t est le taux d'imposition réel de chaque GRD » ;

2° le texte du paragraphe 3 est remplacé comme suit : « *Pour l'année 2017, le gestionnaire de réseau de distribution calcule également la valeur de la marge équitable selon les règles et paramètres repris aux articles 3 à 8 de l'Arrêté Royal du 2 septembre 2008. Cette marge équitable est appelée « marge équitable AR 2008 » et est calculée ex ante dans la proposition tarifaire accompagnée du budget ainsi que ex post dans le rapport annuel relatif à l'année 2017. Ex-ante, le taux d'intérêt sans risque utilisé pour le calcul de la marge équitable « AR 2008 » est la valeur prévisionnelle du rendement des obligations OLO d'une durée de dix ans pour l'année 2017, telle que publiée par le Bureau fédéral du Plan en mai 2016.* »

[Art.3](#). A l'article 4 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes du paragraphe 1^{er} « *au cours de la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *pour l'année 2017* ».

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « *Ex ante, dans la proposition tarifaire 2017 accompagnée du budget, les investissements « réseau » visés au § 2 sont, sauf exceptions dûment justifiées, établis conformément à ceux repris pour l'exercice 2017 dans la version la plus aboutie du plan d'adaptation 2017-2020 transmis, dans sa version initiale, à la CWaPE à la date du 2 mai 2016. Les investissements « hors réseau » visés au §2 doivent faire l'objet d'un budget précis et détaillé pour l'année 2017* »

[Art.4](#). A l'article 6, § 2 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les termes « *la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

[Art.5](#). A l'article 7 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes du paragraphe 1^{er} « *chaque année de la période régulatoire* » sont supprimés

2° les termes du paragraphe 1^{er} « *la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

3° la phrase du paragraphe 2, 1° « *Le budget du gestionnaire de réseau pour les années 2015 et 2016 est établi sur la base de la valeur prévisionnelle du rendement des obligations OLO d'une durée de dix ans, respectivement pour l'année 2015 et l'année 2016, telle que communiquée par la CWaPE aux gestionnaires de réseau de distribution et basée sur les publications du Bureau fédéral du Plan* » est remplacée par « *Le budget du gestionnaire de réseau pour l'année 2017 est établi sur la base de la valeur prévisionnelle du rendement des obligations OLO d'une durée de dix ans, pour l'année 2017, telle que communiquée par la CWaPE aux gestionnaires de réseau de distribution et basée sur les publications du Bureau fédéral du Plan.* ».

4° les termes du paragraphe 2, 2° « *la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

5° les termes du paragraphe 3 « *la période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

[Art.6.](#) A l'article 8 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les termes « *chaque année de la période régulatoire* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

CHAPITRE II portant sur le chapitre III de la méthodologie tarifaire 2015-2016 relatif à la structure tarifaire générale

[Art.7.](#) A l'article 10, paragraphe 3 de la méthodologie tarifaire 2015-2016, le texte « *A défaut, les tarifs non-périodiques tels qu'approuvés par l'autorité de régulation compétente pour l'année 2012 s'appliquent pour la période régulatoire 2015 et 2016* » est remplacé par « *A défaut, les tarifs non-périodiques tels qu'approuvés par la CWaPE pour l'année 2016 s'appliquent pour l'année 2017. Toutefois, la CWaPE sera habilitée à demander la révision de certains tarifs non périodiques si ces derniers ne sont pas économiquement justifiés par le gestionnaire de réseau de distribution* »

[Art.8.](#) A l'article 14, paragraphe 1er de la méthodologie tarifaire 2015-2016, les termes « *chaque année de la période régulatoire 2015-2016* » est remplacé par « *l'année 2017* ».

CHAPITRE III portant sur le chapitre V de la méthodologie tarifaire 2015-2016 relatif à la procédure de soumission et d'approbation des tarifs

[Art.9.](#) A l'article 17 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, la date du « *8 septembre 2014* » est remplacée par la date du « *9 septembre 2016* ».

2° Au paragraphe 1er, 2eme alinéa, le texte « *Le budget contient, pour la première année de la période régulatoire 2015-2016, une indication et une justification très détaillée de tous les éléments du revenu total. Pour la seconde année de la période régulatoire, chaque élément du revenu total est calculé en appliquant les règles d'évolution, telles que visées à l'article 21 de la présente décision, à chaque élément du revenu total budgété de la dernière année de la période régulatoire 2015-2016.* » est remplacé par « *Pour l'année 2017, chaque élément du revenu total est calculé en appliquant les règles d'évolution, telles que visées à l'article 21 de la présente décision, à chaque élément du revenu total budgété de la dernière année de la période régulatoire 2015-2016.* »

3° Au paragraphe 4, 1^{er} alinéa, la date du « 31 octobre 2014 » est remplacée par la date du « 31 octobre 2016 ».

4° Au paragraphe 4, 2^{ème} alinéa, la date du « 21 novembre 2014 » est remplacée par la date du « 21 novembre 2016 ».

5° Au paragraphe 5, la date du « 19 décembre 2014 » est remplacée par la date du « 16 décembre 2016 ».

6° Au paragraphe 6, 2^{ème} alinéa, la date du « 16 janvier 2014 » est remplacée par la date du « 16 janvier 2017 ».

7° Au paragraphe 6, 3^{ème} alinéa, la date du « 16 février 2015 » est remplacée par la date du « 15 février 2017 ».

[Art.10.](#) A l'article 18, paragraphe 1er de la méthodologie tarifaire 2015-2016, les termes « *de la période régulatoire* » est remplacé par « *l'année 2017* ».

[Art.11.](#) A l'article 21 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1^{er} est supprimé, les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 deviennent respectivement les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5.

2° le texte du 2^{ème} paragraphe est remplacé par le texte suivant : « *L'ensemble des coûts non-gérables budgétés de l'année 2017 qui sont nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau sont estimés en fonction des coûts correspondant supportés par le gestionnaire de réseau de distribution.* »

3° le texte du 3ème paragraphe est remplacé par le texte suivant : « *Sans préjudice de l'application d'un facteur d'amélioration de la productivité, l'ensemble des coûts gérables budgétés de la dernière année de la période régulatoire 2015-2016, nécessaires pour la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau, évolue selon les formules d'indexation décrites ci-dessous :*

a. *Ex ante, dans la proposition tarifaire 2017 accompagnée du budget :*

$$C_{2017} = C_{2016} * (I_{b2017} / I_{b2016})$$

où :

- *C₂₀₁₇ correspond à l'ensemble des coûts gérables budgétés de l'année 2017 qui sont nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau;*
- *C₂₀₁₆ correspond à l'ensemble des coûts gérables budgétés de l'année 2016 qui sont nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau;*

- I_{b2017} correspond à la valeur prévue par le Bureau fédéral du Plan de l'indice national des prix à la consommation, estimé pour l'année 2017 et publié au mois de mai 2016;
- I_{b2016} correspond à la valeur prévue par le Bureau fédéral du Plan de l'indice national des prix à la consommation, estimé pour l'année 2016 et publié au mois de mai 2016.

b. Ex post, dans le rapport annuel relatif à l'année 2017 :

$$C_{2017} = C_{2016} * P_M * (M_{2017}/M_{2016}) + C_{2016} * P_S * (S_{2017}/S_{2016})$$

où :

- C_{2017} correspond à l'ensemble des coûts gérables budgétés de l'année 2017 sont nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau;
- C_{2016} correspond à l'ensemble des coûts gérables budgétés de l'année 2016 qui sont nécessaires à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité du réseau;
- P_M correspond à la proportion exprimée en pourcent des coûts gérables budgétés de l'année 2015 sur lesquels le gestionnaire de réseau a un contrôle direct et dont l'évolution est censée dépendre de celle de l'indice des prix des matériaux M;
- P_S correspond à la proportion exprimée en pourcent des coûts gérables budgétés de l'année 2015, sur lesquels le gestionnaire de réseau a un contrôle direct et dont l'évolution est censée être liée à celle de l'indice des charges salariales et sociales S. La somme de P_M et P_S est égale à 100 %. La valeur concrète de P_M et de P_S est proposée par le gestionnaire de réseau et fait partie de la proposition tarifaire accompagnée d'un budget ;
- M_{2017} est la valeur moyenne des indices des prix des sections 2 (produits minéraux non énergétiques et produits chimiques) et 3 (métaux, constructions mécaniques et électriques) de l'indice du prix de la production industrielle (base 2010 = 100), fixé pour le mois de décembre 2017. Ce paramètre est communiqué par la CWaPE aux GRD pour le 15 janvier 2018, sous réserve de disponibilité des informations, en vue de l'élaboration du rapport annuel. Les données sources de cette valeur sont disponibles à l'adresse suivante : http://statbel.fgov.be/fr/modules/publications/statistiques/economie/indices_des_prix_a_l_a_production.jsp ;
- M_{2016} est la valeur moyenne des indices des prix des sections 2 (produits minéraux non énergétiques et produits chimiques) et 3 (métaux, constructions mécaniques et électriques) de l'indice du prix de la production industrielle (base 2010 = 100), fixé pour le mois de décembre 2016. Ce paramètre est communiqué par la CWaPE aux GRD pour le 15 janvier 2018, sous réserve de disponibilité des informations, en vue de l'élaboration du rapport annuel. Les données sources de cette valeur sont disponibles à l'adresse suivante : http://statbel.fgov.be/fr/modules/publications/statistiques/economie/indices_des_prix_a_l_a_production.jsp ;
- S_{2017} est la valeur de la moyenne nationale des coûts salariaux horaires de référence de la fédération Agoria telle que publiée à l'adresse suivante : www.agoria.be et fixée pour le mois de décembre de l'année 2017. Cette valeur est communiquée aux GRD par la CWaPE pour le 15 janvier 2018, sous réserve de disponibilité des informations ;
- S_{2016} est la valeur de la moyenne nationale des coûts salariaux horaires de référence de la fédération Agoria telle que publiée à l'adresse suivante : www.agoria.be et fixée pour le mois de décembre de l'année 2016. Cette valeur est communiquée aux GRD par la CWaPE pour le 15 janvier 2018, sous réserve de disponibilité des informations.

La différence entre la valeur des coûts gérables budgétés pour l'année 2017 calculée ex post et la valeur des coûts gérables budgétés pour l'année 2017 calculée ex ante selon les formules d'indexation reprises au paragraphe § 3, est ajouté au solde des coûts non-gérables visé à l'article 15, § 1er, 1°, de la présente décision. »

CHAPITRE IV portant sur le chapitre VI de la méthodologie tarifaire 2015-2016 relatif aux rapports et les données que le gestionnaire du réseau de distribution doit fournir à la CWaPE en vue du contrôle des tarifs par la CWaPE

[Art.12.](#) A l'article 27, alinéa 1^{er} de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, le texte est remplacé comme suit : « *Le gestionnaire du réseau transmet un rapport annuel à la CWaPE concernant les résultats d'exploitation du réseau de distribution relatifs à l'année 2017. Ce rapport annuel est transmis à la CWaPE soit à la date du 15 février 2018 soit à la date du 15 mars 2018. Un rapport annuel introduit avant le 15 février sera considéré comme introduit à la date du 15 février 2018. Un rapport annuel introduit entre le 16 février et le 14 mars sera considéré comme introduit à la date du 15 mars 2018. »*

CHAPITRE V portant sur le chapitre VII de la méthodologie tarifaire 2015-2016 relatif à la maîtrise des coûts

[Art.13.](#) A l'article 32 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 3^{ème} paragraphe, les alinéas 1 et 2 sont supprimés et remplacés par le texte suivant : « *Le plafond des coûts gérables pour l'année 2017 est celui fixé pour l'année 2016 dans la proposition tarifaire 2015-2016 et adapté au coefficient prévisionnel d'inflation de l'année 2017. Le coefficient d'inflation sera communiqué par la CWaPE aux gestionnaires de réseau de distribution et sera basé sur les publications du Bureau fédéral du Plan. »*

2° Au 3^{ème} paragraphe, 3^{ème} alinéa, les termes « *période régulatoire 2015-2016* » sont remplacés par « *l'année 2017* ».

3°. Le 4^{ème} paragraphe est supprimé et remplacé comme suit : « *Le solde positif résultant de la différence entre, d'une part, la somme des budgets complémentaires Atrias des années 2015 et 2016 et, d'autre part, la somme des coûts réels 2015 et 2016 relatifs au développement de la nouvelle clearing house Atrias, pourra être reporté à l'année 2017. A l'issue de l'année 2017, le calcul du delta entre les montants réellement dépensés durant les années 2015, 2016 et 2017 et les budgets complémentaires accordés aux années 2015 et 2016 sera réalisé et les montants non-alloués au projet de clearing house Atrias seront considérés comme un passif régulatoire qui sera affecté au cours de la prochaine période régulatoire. »*

4° La note de bas de page référencée 9 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 est supprimée.

5° La note de bas de page référencée 10 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 est supprimée.

6° Au 4^{ème} paragraphe, 2^{ème} alinéa, la formule du calcul du plafond des coûts gérables est adaptée comme suit :

$$P_{\text{Coûts Gérables}} = B_{\text{Coûts Gérables}} \text{ 2016 indexés}$$

avec

$P_{\text{Coûts Gérables}}$ = Plafond des coûts gérables pour l'année concernée

$B_{\text{Coûts Gérables}}$ = Coûts gérables budgétés 2016 tels que repris dans la proposition tarifaire 2015-2016 approuvés par la CWaPE et indexés en fonction du coefficient d'inflation prévisionnel pour l'année 2017.

Le 5° paragraphe est supprimé.

[Art.14.](#) A l'article 34 de la méthodologie tarifaire 2015-2016 gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, les termes « *périodes régulateur 2017-2021* » sont remplacés par « *l'année 2017* », les termes « *La période régulateur au cours de laquelle sera répercuté le solde de l'année 2016* » est remplacé par « *La période régulateur au cours de laquelle seront répercutés les soldes des années 2016 et 2017* » et les termes « *méthodologie tarifaire 2017-2021* » est remplacé par « *méthodologie tarifaire 2018-2022* ».

2° Au 2^{ème} paragraphe, 1^{er} alinéa, les termes « *pour la période régulateur 2015-2016* » sont remplacés par « *de l'année 2017* », et les termes « *le solde régulateur cumulé des années 2008 à 2013* » est remplacé par « *le solde régulateur cumulé des années 2008 à 2014* ».

3° Au 2^{ème} paragraphe, 2^{ème} alinéa est remplacé par le texte suivant : « *L'acompte est calculé selon les règles suivantes* :

1° *L'acompte est égal à 10% du montant estimé du solde régulateur cumulé des années 2008 à 2014. Le montant estimé du solde régulateur cumulé des années 2008 à 2014 est la somme des soldes régulateurs des années 2008 et 2009, tels qu'approuvés par le régulateur fédéral (CREG) et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une affectation dans les tarifs du gestionnaire de réseau, et des soldes régulateurs des années 2010 à 2014 tels que rapportés par les gestionnaires de réseau aux régulateurs (CREG et CWaPE) au travers de leurs rapports annuels tarifaires portant sur les années 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 et non encore approuvés.*

2° *L'acompte représente un coût que le GRD ajoute au revenu total budgété lorsque le solde régulateur cumulé 2008-2014 correspond à un actif régulateur (créance tarifaire). Par contre, l'acompte représente un produit que le GRD soustrait du revenu total budgété lorsque le solde régulateur cumulé 2008-2014 correspond à un passif régulateur (dette tarifaire). »*

4° Le 3^{ème} paragraphe est supprimé. Les paragraphes 4 et 5 deviennent respectivement les paragraphes 3 et 4.

5° Au 5° paragraphe, le texte « Le montant d'acompte calculé aux §§ 2 et 3 du présent article » est remplacé par « Le montant d'acompte calculé au § 2 du présent article ».

* *
*